

Viktor Orbán lance sa propre agence de médias internationale

La Hongrie est trop petite pour Viktor Orbán, qui déploie des moyens considérables pour tenter d'exporter sa narrative souverainiste. Mardi 9 avril, en pleine campagne électorale pour les élections européennes de mai, le site Internet indépendant Valaszonline.hu a révélé l'existence d'une agence de presse internationale, pilotée indirectement par le gouvernement hongrois, qui la testait sans lui faire de publicité.

V4 Agency, dont la lecture est réservée aux abonnés, affiche pourtant une ambition remarquable : concurrencer l'AFP et Reuters pour porter un point de vue alternatif sur l'actualité. A savoir celui, « conservateur », des pays constituant le groupe de Visegrad, un club politique regroupant la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la République tchèque. Pour l'instant, ses informations sont publiées en anglais et en hongrois, l'agence promettant d'élargir sa couverture prochainement. Basée à Londres, elle revendique une rédaction de cinquante journalistes, avec des correspondants à Paris, Bruxelles, Berlin, ainsi que dans les Balkans.

**LA HONGRIE
A CRÉÉ LE PREMIER
SITE PAYANT
DE « FAKE NEWS ».
UNE INNOVATION
MONDIALE**

Dans les faits, ce nouveau site évoque principalement les thèmes chers à l'extrême droite et au pouvoir en place à Budapest. « L'immigration est une guerre des cultures et des civilisations », « Quarante attaques au couteau par jour à Londres », « République tchèque : trop d'étrangers ? » Les titres des premières dépêches ne laissent guère de doute sur son orientation éditoriale : elle épouse les idées portées par Viktor Orbán, depuis la grande vague migratoire de 2015.

Et ce n'est sans doute pas un hasard si les sujets abordés recourent dans les grandes lignes ses discours fleuves. Car en décembre 2018, le propriétaire de V4 Agency se nommait Kristof Szalay-Bobrovniczky, comme... l'ambassadeur de Hongrie au Royaume-Uni ! En mars, deux groupes de presse gérés par des proches de Viktor Orbán sont ensuite devenus majoritaires dans la société. L'un d'entre eux est piloté par l'homme d'affaires Arpad Habony, qui avait fondé, dans la capitale britannique, une entreprise avec Arthur Finkelstein, le conseiller que s'arrachaient, avant sa mort en 2017, les différents partis de droite aux Etats-Unis, en Israël, ainsi qu'en Europe centrale et orientale. Ce dernier était aussi derrière les campagnes agressives et conspirationnistes dirigées contre la Commission européenne et le milliardaire américain George Soros, accusé d'orchestrer un remplacement des populations sur le Vieux Continent par des musulmans originaires d'Afrique et du Moyen-Orient.

Certains acteurs du spectre nationaliste, qui se reconnaissent en M. Orbán et dénoncent sans relâche l'opprobre dont ils seraient les victimes de la part de la presse, applaudissent la naissance d'un organisme leur étant enfin favorable. « *Nous menons un combat idéologique* », estime, par exemple, l'Autrichien Wolfgang Sellner, l'une des figures de la mouvance identitaire en Europe. « *Donc il est essentiel que nous ayons des relais d'opinions soutenus par la puissance financière d'un Etat. Il faudrait que les initiatives de ce genre se multiplient.* » Laboratoire post-vérité, la Hongrie n'est pour l'instant certaine que d'une seule chose : elle a créé le premier site payant de « fake news ». Une innovation mondiale. ■

**BLAISE GAUQUELIN
(VIENNE, CORRESPONDANT RÉGIONAL)**